

Strengthening Public Trust in Science

➤ Thursday 11 December 2025



TRUST IN SCIENCE

CONFERENCE

Analyser les enjeux et identifier les solutions

Bibliothèque Nationale de France, Paris

Synthèse



Partenaires médias



THE CONVERSATION

Avril 2026

Synthèse de la conférence “Renforcer la confiance du public dans la science : analyser les enjeux et identifier les solutions.

DOI: 10.5281/zenodo.19349970

Auteurs principaux : Rosemary Hindle (Science Europe), Fabrice Imperiali (ANR)

Co-auteurs : Adrien Braem, Theodora Famprikezi, Márton Kottmayer, James Morris, Diana Potjomkina (Science Europe)

Correcteurs : Lidia Borrell-Damián, Iwan Groeneveld (Science Europe), Valérie Fromentin, Vincent Poisson (ANR)

Comité de programmation : Annely Allik (Estonian Research Council, ETAG), Dame Wendy Hall (Université de Southampton), Anna Maria Fleetwood (Swedish Research Council, VR), Marju Himma (Université de Tartu), Joana Magalhães (Science for Change), David Ros (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, OPESCT, France), Carthage Smith (Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE), Anca Toma (European Patients Forum), Claire Giry, Valérie Fromentin, Fabrice Imperiali (Agence nationale de la recherche, ANR), Lidia Borrell-Damián, Rosemary Hindle (Science Europe).

Équipe d'organisation de la conférence : Claire Giry, Fabrice Imperiali, Vincent Poisson (ANR), Lidia Borrell-Damián, Rosemary Hindle, Klaudia Sroka, Iwan Groeneveld (Science Europe)

Mise en page et composition : Iwan Groeneveld (Science Europe)

Remerciements : Science Europe exprime sa gratitude à l'Agence nationale de la recherche (ANR) pour son excellente collaboration et sa contribution à l'organisation de la conférence, ainsi qu'aux membres du comité de programme pour leur expertise précieuse et leurs conseils dans l'élaboration du programme.

Crédits photos

Couverture © Arthur Weidmann
Récupéré sur Wikimedia Commons et utilisé sous licence [CC BY-SA 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/)

Autres photos © ANR/Laurent Arduin

© Science Europe 2026. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International, qui autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, sur tout support, à condition de créditer les auteurs originaux et la source, à l'exception des logos et de tout autre contenu faisant l'objet d'une mention de droits d'auteur distincte. Pour consulter une copie de cette licence, veuillez consulter creativecommons.org/licenses/by/4.0/



Sommaire

Introduction	4
Synthèse	5
Recommandations pour renforcer la confiance dans la science	6
Prochaines étapes	7
Mot d'accueil et introduction	8
Mot de bienvenue des organisateurs	8
Introduction par l'UNESCO	9
Discours introductifs	11
1. Europe, science et société – Comprendre la relation de confiance et les facteurs qui favorisent la confiance du public dans la science	13
2. La confiance dans la science mise à l'épreuve à l'ère des controverses et des bouleversements technologiques	19
3. Renforcer la confiance grâce à l'engagement du public	24
4. Réponses institutionnelles et politiques visant à renforcer la confiance dans la science	29
Annexe 1: Programme	34
Annexe 2: Initiatives des membres d'organisation	38

Introduction

La recherche de connaissances scientifiques joue un rôle essentiel dans le progrès de la société et dans la lutte contre les défis contemporains, tels que les crises sanitaires ou le changement climatique. La confiance dans le processus scientifique est cruciale pour l'élaboration de politiques publiques fondées sur des faits avérés et pour une prise de décision démocratique et éclairée.



Le 11 décembre 2025, l'Agence nationale de la recherche (ANR) et Science Europe ont organisé une conférence sur la confiance dans la science à la Bibliothèque nationale de France à Paris, dans le cadre des célébrations du 20e anniversaire de l'ANR. La conférence visait à explorer les principaux leviers d'action et proposer des solutions concrètes pour promouvoir une science ouverte, transparente et digne de confiance. Elle avait pour objectif de :

- **identifier** les facteurs qui érodent la confiance du public dans la science, les scientifiques et les institutions de recherche.
- **examiner** les dynamiques entre la science, la société et les médias dans la diffusion des connaissances, les débats scientifiques et l'engagement du public.
- **partager** les bonnes pratiques en matière de communication scientifique et d'engagement du public.

Ce rapport présente une synthèse des discours d'ouverture et des tables rondes, auxquels ont participé plus de 440 personnes, en présentiel et en ligne, issues d'organismes de financement et de réalisation de la recherche, de décideurs politiques aux niveaux français et européens, du monde académique, de l'industrie, des médias et d'organisations de la société civile.

Synthèse

La confiance du public dans la science, thème de la conférence organisée par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et Science Europe, est essentielle pour la société, pour l'élaboration des politiques publiques et les systèmes de recherche, mais devient de plus en plus fragile. Les évolutions technologiques, les crises sanitaires (comme la Covid-19), la polarisation politique et les flux d'information mondiaux transforment la manière dont le public perçoit la science.



Les discussions ont mis en évidence la complexité de construire et maintenir la confiance dans la science. Les intervenants ont souligné que cette confiance ne doit pas être assimilée à une acceptation aveugle des résultats scientifiques, mais qu'elle repose sur la confiance dans des processus scientifiques transparents et dans la vérification et le progrès des connaissances. Si la science joue un rôle crucial dans le soutien de la cohésion sociale et du progrès démocratique, le maintien de la confiance nécessite l'engagement des chercheurs, institutions, décideurs politiques, médias et citoyens. L'intégrité scientifique, la transparence de la communication et l'éducation ont été identifiées comme des fondements essentiels.

Les éléments présentés ont suggéré que la confiance des citoyens européens reste globalement solide, bien qu'elle varie selon les contextes et les sujets. Cette confiance s'inscrit dans un écosystème complexe qui inclut les chercheurs, les organisations de recherche, les décideurs politiques, les journalistes et le grand public. Dans le même temps, elle devient de plus en plus vulnérable à des pressions telles que la désinformation, la polarisation des débats publics et la concurrence d'informations sur le savoir scientifique. Les intervenants ont souligné l'importance d'une communication transparente et contextualisée, ainsi que d'un investissement durable dans des initiatives permettant des échanges constants entre la science et la société.

La conférence a également abordé la manière dont les technologies émergentes et les débats politiques controversés peuvent exercer une pression sur la confiance dans la science. L'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies de rupture posent de nouveaux défis, lorsque les perceptions du public sont guidées par des récits émotionnels plutôt que par les données scientifiques. Par ailleurs, de nombreux citoyens ont une visibilité limitée du fonctionnement des processus scientifiques, notamment l'évaluation par les pairs, la vérification et la reproduction des résultats. Les intervenants ont souligné la nécessité de renforcer l'éducation aux méthodes scientifiques et à l'évaluation des preuves, tout en veillant à ce que la gouvernance des technologies émergentes respecte les droits humains, les valeurs démocratiques et des standards élevés d'intégrité et de transparence. À mesure que la production de connaissances implique de plus en plus une collaboration entre universités, industrie et autres acteurs, le maintien de normes et de responsabilités claires à travers l'écosystème de recherche devient encore plus important.

L'importance de l'engagement du public était aussi un axe central de la conférence. La confiance est un défi démocratique et sociétal, ancré dans les relations entre science, société et politiques publiques. Un engagement efficace nécessite de dépasser une communication à sens unique au profit d'approches plus participatives permettant aux citoyens de contribuer aux programmes de

recherche et aux discussions sur les technologies émergentes. Des initiatives telles que les festivals de science participative et les processus de co-création peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la légitimité sociale et de la compréhension mutuelle. Les intervenants ont également souligné l'importance de rendre le consensus scientifique plus visible tout en maintenant des standards élevés d'intégrité et de respect.

Enfin, la conférence a souligné la responsabilité des institutions et des décideurs politiques dans la mise en place de conditions favorables à la confiance. Celle-ci ne peut être tenue pour acquise ; elle exige un effort soutenu et des cadres institutionnels adaptés. Les chercheurs ont besoin de formation, de protection et de ressources pour interagir efficacement avec la société. Les intervenants ont noté que les stratégies d'engagement sont plus efficaces lorsqu'elles sont intégrées en amont dans les politiques de recherche, les programmes de financement et les stratégies institutionnelles, et adaptées à leurs publics cibles. La reconnaissance de formes de savoirs divers, incluant les contributions des citoyens, des communautés locales et des praticiens, peut également renforcer la pertinence et la légitimité de la recherche.

Les discussions ont souligné que le maintien de la confiance nécessite une action coordonnée au sein de l'écosystème de la recherche, entre les chercheurs, les institutions, les financeurs, les décideurs politiques et les médias. Des pratiques transparentes et éthiques, une participation publique significative, des systèmes éducatifs solides et une coopération internationale soutenue seront essentiels pour garantir que la science continue de servir la société et d'éclairer des décisions démocratiques et éclairées.

Recommandations pour renforcer la confiance dans la science

Dans un paysage informationnel et politique en rapide évolution, le renforcement de la confiance dans la science nécessite une action coordonnée et durable. Les recommandations suivantes, issues des discussions, visent à fournir un cadre d'action cohérent.

➤ Renforcer l'intégrité et la transparence au sein de l'écosystème de la recherche

Il est nécessaire d'établir et d'appliquer des normes claires, cohérentes et strictes d'intégrité scientifique à toutes les étapes de la recherche. Cela inclut une conduite responsable, la gestion des conflits d'intérêts, la validation transparente des résultats, des pratiques de publication rigoureuses, des procédures de financement responsables et un usage éthique des technologies émergentes. Un engagement visible en faveur de l'éthique, de l'ouverture et de la responsabilité est essentiel pour maintenir la confiance du public dans la science.

➤ Promouvoir la culture scientifique et la compréhension du processus de recherche

Il est important d'investir dans l'éducation et la communication pour mieux comprendre le processus scientifique, ses méthodes, l'évaluation par les pairs, l'incertitude et l'évolution des connaissances. Une meilleure compréhension permet aux citoyens de mieux analyser l'information et de résister à la désinformation.

➤ Intégrer la question du renforcement de la confiance dans la science dans les politiques, la gouvernance et le financement de la recherche

Il serait important d'intégrer les questions de l'engagement, de la participation et de la communication du public dans les stratégies de recherche, les programmes de financement et les critères d'évaluation aux niveaux national et international. La confiance doit constituer un objectif structurel du système de recherche.

➤ **Soutenir et protéger les chercheurs dans la sphère publique**

Il faut former, guider et protéger les chercheurs pour leur engagement dans le débat public, avec des garanties juridiques adaptées. Cet engagement doit être reconnu dans les carrières, et les institutions doivent les aider à gérer la désinformation et la pression publique.

➤ **Encourager la collaboration et la co-production dans un contexte informationnel complexe**

Il est important de promouvoir une action coordonnée entre institutions de recherche, financeurs, décideurs, médias, société civile et citoyens. Il faut aussi lutter contre la désinformation, renforcer la crédibilité et élaborer des solutions partagées à des défis complexes.

➤ **Clarifier les rôles et responsabilités en communication scientifique**

Il faut distinguer et préciser clairement les rôles et les missions de l'expertise scientifique, du journalisme, de la communication institutionnelle et des décisions politiques. Parallèlement, il est nécessaire de promouvoir une information scientifique transparente et contextualisée, avec ses incertitudes et limites, tout en respectant l'indépendance des médias.

➤ **Préserver l'indépendance de la science dans l'élaboration des politiques publiques**

Il est essentiel de protéger la liberté académique et garantir l'usage transparent et responsable des données scientifiques dans les décisions publiques. Il faut renforcer les mécanismes permettant à la science d'éclairer les politiques tout en préservant l'indépendance et l'intégrité des chercheurs.

➤ **Renforcer la participation démocratique et l'engagement citoyen**

Il serait opportun d'associer les citoyens dès la définition des priorités de recherche, des programmes de financement et des cadres réglementaires. Ces approches participatives favorisent le dialogue science-société, renforcent la légitimité démocratique, la confiance et la transparence des décisions.

Prochaines étapes

Les discussions et recommandations issues de la conférence nourriront les travaux de Science Europe et de ses organisations membres pour renforcer la confiance dans la science. Elles contribueront notamment à l'élaboration de lignes directrices sur la communication scientifique, afin de soutenir des pratiques de communication et d'engagement transparentes, responsables et efficaces dans la recherche.

Les intervenants ont souligné l'importance de poursuivre le dialogue et l'échange de bonnes pratiques entre institutions, pays et disciplines. Dans la continuité de la conférence, la collaboration entre financeurs, organismes de recherche, décideurs, médias et société civile restera essentielle pour répondre à des défis comme la désinformation, les technologies émergentes et l'évolution des attentes envers la science.

Mot d'accueil et introduction

Des représentants de haut niveau de l'Agence nationale de la recherche (ANR), de Science Europe et de l'UNESCO ont ouvert la conférence. Leurs discours ont lancé les discussions et souligné l'importance de renforcer la confiance dans la science par le dialogue et de l'engagement envers la société, et ont replacé la conférence dans le contexte plus large des efforts nationaux, européens et mondiaux visant à soutenir des systèmes de recherche fiables, inclusifs et résilients.



Mot de bienvenue des organisateurs

Claire Giry, présidente-directrice générale de l'Agence nationale de la recherche (ANR), a souligné que la confiance dans la science est essentielle pour les sociétés et les systèmes de recherche, mais qu'elle est aujourd'hui plus fragile. Elle a présenté l'objectif central de la conférence : analyser les facteurs susceptibles d'affaiblir cette confiance, étudier l'évolution des relations entre science, société et médias, et partager les bonnes pratiques en matière de communication scientifique, de transparence et d'engagement du public.

Elle a exprimé le souhait que cet événement, organisé à la BNF, lieu d'apprentissage et de collaboration, inspire les participants à travailler ensemble vers un objectif commun. La confiance dans la science ne peut se construire isolément, mais doit être développée et entretenue par un dialogue permanent. Les discussions visaient à contribuer à l'élaboration d'une feuille de route, en définissant des recommandations clés et en orientant les travaux futurs.



[Voir la vidéo →](#)

Javier Moreno Fuentes, vice-président aux affaires internationales du Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC) et vice-président de Science Europe, a déclaré que la confiance est un élément fondamental, mais souvent sous-estimé, du bon fonctionnement des sociétés. Elle favorise la coopération, réduit les coûts de transaction dans les interactions quotidiennes et soutient la cohésion et la stabilité, permettant ainsi aux sociétés complexes de fonctionner efficacement. On ne la remarque souvent que lorsqu'elle s'érode, alors qu'elle constitue un lien entre les individus, les institutions et l'État.

Il a décrit la science comme un élément central de ce cadre de confiance, longtemps considérée comme une source fiable de connaissances pour guider le développement des sociétés et éclairer les réponses aux grands défis. Pendant plusieurs décennies, il a été largement admis que le savoir scientifique soutiendrait des décisions rationnelles et aiderait à relever les défis mondiaux. Cependant, au cours des 20 à 30 dernières années, la confiance dans la science s'est affaiblie, sous l'effet d'accidents technologiques, de la dégradation de l'environnement et des conséquences imprévues du progrès scientifique et technique, notamment dans des domaines comme l'énergie nucléaire, la pollution et le changement climatique.

Malgré ces défis, il a souligné que la science reste indispensable et, en définitive, le seul moyen viable de répondre aux défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée. Le savoir scientifique demeure essentiel pour comprendre des problèmes complexes et élaborer des solutions efficaces fondées sur des preuves, au bénéfice de la société dans son ensemble.

Il a également souligné comme préoccupation supplémentaire l'émergence d'intérêts politiques et économiques de plus en plus organisés cherchant à saper la confiance dans la science, notamment en diffusant des récits sans fondement empirique ou en tentant de dissocier le développement technologique de ses bases scientifiques à des fins stratégiques ou économiques. Dans ce contexte, il a appelé la communauté scientifique à davantage d'humilité, de rigueur et d'engagement, et à renforcer ses liens avec les décideurs politiques et la société.

En conclusion, il a souligné le rôle de Science Europe et du Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC) dans le soutien à cet engagement, par des efforts continus visant à accompagner les chercheurs, éclairer les politiques publiques et faire connaître la valeur et la pertinence de la science auprès du grand public. La confiance dans la science est une condition préalable au maintien du soutien public et politique, notamment en matière de financement de la recherche, et sans elle, la capacité de la science à contribuer au progrès de la société serait profondément compromise.

Introduction par l'UNESCO

La confiance est l'une des conditions indispensables au bon fonctionnement de la science, a déclaré **Ezra Clark**, chef de la section des politiques scientifiques, technologiques et d'innovation à l'UNESCO. Bien que la science joue un rôle central dans l'orientation des réponses sociétales face à des défis majeurs tels que le changement climatique, les crises sanitaires et la perte de biodiversité, il a souligné l'incertitude croissante qui entoure les données factuelles et l'expertise dans un contexte marqué par la désinformation et les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle. Les expériences vécues pendant la pandémie de Covid-19 ont montré à quelle vitesse la confiance dans la science peut s'éroder, amenant à réfléchir à ce que signifie réellement la « confiance » et à la manière dont elle se construit. Il a estimé que ce qui est recherché n'est pas une confiance aveugle, mais un engagement fondé sur une compréhension éclairée et un esprit critique sain.

Il a souligné que l'incertitude scientifique n'est pas une faiblesse, mais une source essentielle de crédibilité. Cette incertitude rend la science digne de confiance, car elle montre que les données

sont constamment vérifiées et affinées. Le respect de l'intégrité scientifique est essentiel : les systèmes fermés, les inégalités et la perception d'une élite scientifique fragilisent la confiance du public. Clark a insisté sur la nécessité d'aller au delà de la simple communication et de mettre en place des systèmes scientifiques plus équitables et centrés sur l'humain, qui apportent des avantages concrets à la vie des gens, en établissant un lien entre la confiance dans la science et le droit de chacun à participer au progrès scientifique et à en bénéficier. Les inégalités structurelles des systèmes de recherche mondiaux, notamment les disparités de participation entre les pays, le faible niveau d'investissement dans la science dans de nombreux pays en développement, la fracture numérique et les déséquilibres persistants entre les sexes, déterminent quelles connaissances sont reconnues et valorisées.

L'instauration d'un climat de confiance passe par l'ouverture, l'inclusion et la participation, notamment par le biais de pratiques scientifiques ouvertes, d'un accès multilingue aux connaissances, d'un engagement constructif auprès de communautés diverses, ainsi que par des questions de recherche qui reflètent les priorités de chaque région – et pas seulement celles des pays ou des systèmes disposant de ressources importantes. Il a mentionné la [Décennie internationale des sciences au service du développement durable \(2024–2033\)](#) et d'autres initiatives de l'UNESCO comme une opportunité de construire des systèmes scientifiques plus ouverts, équitables et centrés sur l'humain, répondant mieux aux besoins de la société.

Au fond, il ne s'agit pas seulement de la confiance dans la science, mais d'une science digne de confiance, ouverte sur ses incertitudes, honnête sur ses limites et attentive au contexte social de production et d'usage des connaissances. Il a aussi souligné le rôle croissant des acteurs privés dans certains domaines de pointe de la recherche, soulevant des questions de transparence et de responsabilité. L'UNESCO est prête à poursuivre son travail avec ses partenaires dans toutes les régions pour promouvoir une science digne de confiance, inclusive et centrée sur l'humain.



Discours introductif

Kei Koizumi, ancien directeur adjoint principal pour la science, la société et les politiques au Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche (OSTP), a prononcé une intervention dans laquelle il a réaffirmé son attachement à la relation transatlantique entre l'Europe et les États-Unis, fondée sur des valeurs démocratiques communes. Il a analysé comment les crises récentes et les évolutions technologiques redéfinissent la confiance du public dans la science aux États-Unis, avec des enseignements au-delà du contexte national.



Enseignements tirés de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 a d'abord renforcé la confiance dans la science dans certaines parties de la société, grâce à des avancées rapides ayant permis le développement de vaccins et de stratégies de santé publique sauvant des millions de vies. Cet effet est toutefois resté inégal. La confiance s'est affaiblie ailleurs, notamment lorsque les données scientifiques se sont étroitement mêlées aux décisions politiques. Le développement et le déploiement des vaccins ont été particulièrement controversés, alimentant un regain de scepticisme et la réapparition de thèses auparavant discréditées.

Confiance du public, polarisation et interface science-politique

Aux États-Unis, la confiance globale dans la science et les scientifiques reste relativement élevée, la science figurant parmi les institutions les plus dignes de confiance dans l'absolu. Elle a toutefois reculé dans certains groupes, notamment selon des clivages politiques et de niveau d'éducation. Koizumi a insisté sur la nécessité de distinguer science et politique : la science éclaire les décisions sans en déterminer les choix, qui relèvent de valeurs et d'arbitrages politiques.

Lorsque la science est déformée pour justifier des positions politiques fondées sur des valeurs, la confiance du public s'érode. La confusion entre science et politique peut conduire à remettre en cause les données elles-mêmes plutôt que les décisions qui en découlent. Il a illustré ce point en évoquant l'affaiblissement de la confiance lorsque l'absence de lien entre vaccins et autisme a été déformée dans le débat public, notamment pour appuyer des politiques restrictives. Il a qualifié ces pratiques d'incompatibles avec l'intégrité scientifique et préjudiciables à la confiance.

 [Voir la vidéo →](#)



Intelligence artificielle et intégrité de l'information

Les implications de l'intelligence artificielle pour la confiance dans la science commencent seulement à se dessiner, mais parmi les premières préoccupations figurent un recul de l'esprit critique vis-à-vis des sources d'information et une déformation à grande échelle de l'information. Koizumi a identifié la confiance du public dans les informations véhiculées par l'IA comme un défi majeur. Il a exprimé ses craintes qu'un affaiblissement de la recherche sur l'intégrité de l'information ou la remise en cause des mesures réglementaires, comme aux États-Unis actuellement, n'accroissent encore le recul de la confiance.



Éducation et compréhension de la science

Kei Koizumi a mis en évidence un obstacle structurel à l'instauration d'un climat de confiance envers la science, lié à la manière dont celle-ci est enseignée à l'école. Aux États-Unis, elle est souvent présentée comme un ensemble de faits établis, plutôt que comme un processus d'exploration et de révision. Cela limite la compréhension qu'a le public de l'incertitude scientifique, alors que celui-ci constate que les faits sont remis en question ou continuellement révisés à mesure que les hypothèses sont testées, écartées ou révisées, comme durant la Covid-19. Renforcer l'éducation sur la nature de la science et le processus est un enjeu clé à long terme.

Piliers politiques pour renforcer la confiance dans la science

Kei Koizumi a présenté trois priorités pour renforcer la confiance dans la science du point de vue des politiques publiques :

- Renforcer l'intégrité scientifique et de la recherche, notamment la transparence, la liberté d'expression des scientifiques travaillant pour le gouvernement et la gestion efficace des conflits d'intérêts. Le public doit pouvoir avoir confiance dans l'usage et la promotion de la science par les gouvernements.
- Faciliter la participation du public à la science. La confiance est renforcée lorsque la science est perçue comme une démarche partagée. Le public devrait pouvoir participer de manière significative, notamment via l'évaluation participative des technologies, la science citoyenne ou d'un dialogue structuré sur les priorités de recherche et le déploiement des technologies. La communication scientifique doit aller au-delà de la simple diffusion à sens unique pour aller vers un véritable engagement.
- Investir durablement dans la recherche, notamment dans des stratégies fondées sur des données probantes visant à renforcer la confiance du public et l'intégrité de l'information, ainsi que dans des approches de recherche axées sur les citoyens ou les communautés en matière de participation et d'engagement publics.

Il a conclu en soulignant que la confiance dans la science ne peut être instaurée par les seuls décideurs ou chercheurs. Elle exige un effort collectif fondé sur l'intégrité, la participation du public, l'éducation et un investissement durable. Des mesures politiques ciblées seront essentielles pour que la science continue de jouer son rôle de fondement fiable de la prise de décision démocratique.

SESSION 1

Europe, science et société – Comprendre la relation de confiance et les facteurs qui favorisent la confiance du public dans la science



Intervenants

- **Martin Bauer**, Professeur de psychologie sociale et méthodologie de la recherche, London School of Economics, Royaume-Uni
- **Ana Godinho**, Responsable de la communication et de l'engagement, European Spallation Source (Suède)
- **Agata Gurzawska**, Responsable du pôle « Éthique, droits humains et nouvelles technologies », Trilateral Research, Irlande
- **Kei Koizumi**, Ancien directeur adjoint principal pour les sciences, la société et les politiques publiques, Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche, USA

Modérateur

- **Michel Dubois**, Directeur de recherche, CNRS et directeur du laboratoire GEMASS

Points clés

- La confiance du public dans la science en Europe reste globalement forte, mais elle est inégale, dépend du contexte et ne peut être considérée comme acquise pour toutes les questions ou tous les groupes..
- Il y a peu d'éléments indiquant une « crise de confiance » généralisée ; la confiance fluctue dans le temps et est souvent façonnée par des dynamiques politiques, sociales et médiatiques.
- La confiance s'étend de plus en plus à un écosystème complexe entre science et société, impliquant de nombreux acteurs au-delà des seuls établissements de recherche.
- La confiance ne signifie pas une acceptation aveugle : les individus peuvent accorder de l'importance à la science tout en attendant dialogue, participation et responsabilité.
- Préserver cette confiance implique une gestion collective, alliant intégrité, transparence, engagement, communication et cadres politiques favorables.
- La confiance doit être activement entretenue, en particulier dans un environnement informationnel mondial marqué par la désinformation, les réseaux sociaux et l'évolution des cultures de recherche.

 [Voir la vidéo →](#)

Présentations

La session a eu pour thème la manière dont la confiance est comprise, son évolution, ainsi que les implications de ces changements pour les systèmes de recherche et les organismes financeurs. S'appuyant sur des travaux de recherche internationaux ainsi que sur l'expérience de praticiens, la discussion a porté sur la question de savoir si la science traverse une « crise de confiance », ou si le défi réside plutôt dans des évolutions plus nuancées de la nature et de la répartition de cette confiance.

En ouvrant la session, **Michel Dubois** a invité les intervenants à réfléchir à plusieurs questions : que nous disent les données sur les perceptions de la science par le public ? Les populations en Europe et aux États-Unis se détournent-elles de la science, ou cette inquiétude est-elle exagérée ? Et quels types de confiance les systèmes de recherche devraient-ils chercher à promouvoir ?

Présentant les résultats du projet **VERITY** financé par l'UE, **Agata Gurzawska** a affirmé que, malgré les débats autour de la vaccination contre la Covid-19 et du changement climatique, les données internationales montrent des niveaux relativement élevés de confiance sociale dans la science. Elle a toutefois souligné que la confiance ne se traduit pas automatiquement par l'acceptation des recommandations scientifiques sur des sujets précis. La confiance est contextuelle et conditionnelle, façonnée par les expériences, les valeurs et les environnements sociaux des individus. Elle a mis en avant un changement de paradigme, passant d'une confiance institutionnelle à une confiance distribuée, reflétant les évolutions des modes de production et de gouvernance de la recherche. La confiance n'est plus façonnée par les seules universités et organismes publics de recherche, mais par un ensemble d'acteurs. Elle décrit un écosystème dans lequel cette dernière se construit et est influencée au fil des interactions entre organismes de recherche, financeurs, industrie, décideurs publics, médias et réseaux sociaux, société civile et citoyens. La politisation et la privatisation de la science, tout en ouvrant de nouvelles voies de collaboration et d'investissement, posent aussi des défis pour la confiance, la responsabilité et l'intégrité scientifique. Dans cet écosystème, les résultats du projet VERITY ont identifié des acteurs qui jouent un rôle de filtre de la confiance en raison de leur mandat, de leur influence ou de leur visibilité. S'appuyant sur trois années de recherche et des échanges avec plus de 500 parties prenantes, elle a présenté six stratégies interconnectées pour renforcer la confiance : construire une science digne de confiance ; l'engagement du public ; l'éducation et la sensibilisation ; la communication scientifique ; des cadres politiques favorables ; et la collaboration. Elle a souligné qu'aucun acteur unique ne peut instaurer la confiance, et qu'une action coordonnée est indispensable.



Figure 1 Écosystème de la confiance dans la science du projet VERITY, illustrant six stratégies globales pour renforcer la confiance dans la science et les rôles des « gardiens de la confiance ».

Offrant une perspective contrastée, **Martin Bauer** a remis en question l'hypothèse largement répandue selon laquelle la science connaîtrait une crise de confiance du public. S'appuyant sur des données d'enquêtes longitudinales, dont l'analyse du Eurobaromètre du projet **POIESIS** financé par l'UE, il a souligné qu'il existe des variations (voir figure 2), mais peu de preuves d'un déclin généralisé de la confiance. Il pourrait en réalité y avoir une confiance excessive et injustifiée dans la science, a-t-il déclaré. Il existe cependant un discours public et politique fort, ainsi qu'un certain alarmisme autour d'une crise de la confiance, qui méritent un examen critique.



Figure 2 Les quatre cultures de la confiance en Europe.

Bauer met en garde contre un retour aux anciens récits d'un sentiment croissant « anti-science » et propose que le problème ne soit pas un manque de confiance, mais la nature même de la confiance. Il introduit une distinction entre la tolérance technocratique – la volonté de déléguer les décisions à l'autorité scientifique (on pourrait craindre trop de ce type de confiance) – et la bienveillance envers la science, qui traduit une attitude positive mais aussi un désir de participation et d'engagement démocratique. Ces orientations, selon lui, ont des implications différentes pour les relations science-société et l'élaboration des politiques.

Il a mis en évidence des variations de la confiance selon l'âge et les positions politiques en Europe, notant davantage de scepticisme et moins de confiance aux extrêmes de l'échiquier politique. Comparant l'Europe et les États-Unis, il a souligné une polarisation durable et marquée de la confiance dans la science aux États-Unis, alignée sur l'affiliation partisane. Il a estimé que cela n'est pas actuellement observé en Europe, et s'est demandé si cela le sera un jour.

Bauer a aussi montré que la confiance peut fluctuer brièvement lors de crises. Il a cité le « Climategate » de 2009, avec une chute puis un rapide rétablissement de la confiance dans les climatologues, ainsi que la pandémie de Covid-19, marquée par une hausse initiale de la confiance dans la science et les experts, suivie d'un recul marqué, avant un retour progressif à la hausse, de façon durable.

S'appuyant sur son expérience de la politique scientifique aux États-Unis, **Kei Koizumi** a évoqué les similitudes et différences entre les environnements européens et américains. Il a mis en garde contre une lecture des évolutions américaines comme un phénomène isolé ou propre aux États-Unis, soulignant que la science évolue dans un écosystème informationnel mondial où la désinformation, la polarisation et l'érosion de la confiance franchissent aisément les frontières.

Il a aussi souligné que les différences entre l'Europe et les États-Unis relèvent souvent du degré plutôt que de la nature, façonnées par des environnements politiques et institutionnels distincts. Il a insisté sur le fait que la confiance ne peut être maintenue par l'action des gouvernements seuls, et que la responsabilité est partagée. À travers des exemples concrets, il a mis en avant les rôles que différentes composantes de la société peuvent jouer : les revues et institutions de recherche pour l'intégrité scientifique, les organisations communautaires pour la participation du public, et les associations professionnelles pour l'établissement de normes et de standards.

Koizumi a également souligné que les discussions sur la confiance ne devraient pas partir de l'hypothèse d'une crise, mais de la reconnaissance que la confiance doit être activement entretenue et nourrie, même lorsque ses niveaux globaux restent relativement élevés. Il a estimé que le maintien de la confiance exige un engagement transversal entre secteurs et société, et que tous les acteurs – financeurs, éditeurs, chercheurs et organisations de la société civile – ont un rôle à jouer pour renforcer l'intégrité, l'ouverture et la participation. Quel que soit l'état actuel de la confiance, un dialogue continu est essentiel car la confiance ne peut être tenue pour acquise.



Du point de vue des praticiens, **Ana Godinho** a souligné l'importance de faire le lien entre recherche et pratique en communication scientifique. Elle a noté que les praticiens sont souvent confrontés à l'idée selon laquelle « le public ne fait pas confiance à la science », alors que les études empiriques présentent souvent une réalité plus nuancée. La prise en compte de ces données, a-t-elle soutenu, est essentielle pour concevoir des stratégies de communication efficaces, tout en restant attentif aux groupes ou contextes spécifiques où la confiance peut être plus faible.

Godinho a identifié plusieurs facteurs pratiques contribuant à la confiance. Parmi eux figuraient l'ouverture et la transparence, en particulier dans les situations difficiles, considérées non seulement comme des enjeux de réputation mais comme fondamentales pour la confiance. Elle a également insisté sur l'importance de l'authenticité, encourageant les organisations et les scientifiques à communiquer honnêtement sur leurs activités, y compris leurs limites et incertitudes.

S'appuyant sur son expérience au CERN, elle a illustré comment l'engagement du public, comme lors de journées portes ouvertes peut démystifier des environnements de recherche complexes et répondre aux préoccupations liées à la sécurité, au financement et à l'utilité publique. Elle a souligné le rôle central des chercheurs dans ces activités, tout en insistant sur la nécessité d'une formation, de ressources, d'une reconnaissance et d'un soutien institutionnel adaptés. Une communication respectueuse et bidirectionnelle ainsi que le défi d'un engagement inclusif au-delà des « publics habituels » ont aussi été mis en avant comme enjeux clés.

Les intervenants sont revenus sur le défi de l'échelle. Les démarches participatives et communautaires peuvent être efficaces, mais elles sont par nature exigeantes en temps et en ressources, tandis que la désinformation opère dans un environnement informationnel mondial. Les panélistes ont reconnu l'absence de solutions simples et ont suggéré qu'une approche pragmatique consiste à investir dans la réplication et la mise à l'échelle de modèles d'engagement éprouvés, soutenue par un financement durable et le renforcement des capacités.

Agata Gurzawska a appelé chacun à devenir « garant de la confiance ». Les individus endossent souvent plusieurs rôles – non seulement comme représentants d'institutions, mais aussi comme citoyens participant aux processus scientifiques et en bénéficiant. Les organismes de financement de la recherche ont également été mis en avant comme garants importants au sein de l'écosystème de la confiance, pouvant contribuer en soutenant l'intégrité scientifique, en favorisant l'engagement ou en investissant dans la communication. Toutefois, ils ne sont pas seuls : ils sont encouragés à travailler en collaboration avec les autres acteurs de la recherche en s'appuyant sur des expertises complémentaires au sein de l'écosystème de la confiance.

Discussion avec le public

La discussion avec le public a élargi la session en mettant en évidence des défis émergents et des considérations pratiques pour renforcer la confiance dans la science, en particulier en lien avec les réseaux sociaux, la culture de la recherche, la désinformation et la diversité régionale.

La première question portait sur le rôle croissant des influenceurs sur les réseaux sociaux dans la perception de la science, touchant souvent des publics plus larges que les organismes de recherche. Koizumi a souligné que les institutions doivent les reconnaître comme intermédiaires clés et dialoguer avec eux, tout en garantissant l'accès à des informations fiables et à la méthode scientifique. Gurzawska a noté que, s'ils peuvent renforcer la confiance, le public reste ambivalent face à la communication scientifique en ligne, en raison d'enjeux d'agendas cachés et de monétisation. Godinho a ajouté que la collaboration avec les influenceurs peut être efficace si elle est prudente, à l'image des relations avec les journalistes.

D'autres questions ont porté sur des perspectives internationales et régionales, notamment la confiance dans la science en Chine et les différences au sein de l'Europe. Bauer a mis en garde contre des comparaisons simplistes, soulignant le fort contexte technocratique chinois et la nécessité de données plus fines pour comprendre les variations en Europe.

La discussion a également soulevé la question de l'épuisement des chercheurs et à la culture de la recherche, reliant la confiance dans la science aux conditions de production de celle-ci. Les intervenants ont reconnu l'importance de l'intégrité scientifique et de l'engagement des communautés, en prenant en compte les pressions structurelles auxquelles les chercheurs sont soumis.

La dernière question portait sur comment aider les citoyens à distinguer les connaissances scientifiques fiables de la désinformation. Les intervenants ont souligné l'importance de l'esprit critique, de la littératie scientifique et numérique, et ont mis en garde contre le risque que la lutte contre la désinformation fasse oublier le débat ouvert et la participation du public.



Conclusion

La session a conclu que l'Europe semble rester dans une position relativement solide en matière de confiance du public dans la science, mais que cela ne peut être tenu pour acquis. Plutôt que de répondre à des discours alarmistes, les intervenants ont appelé à des approches fondées sur les données et la collaboration, reconnaissant la confiance comme une relation dynamique façonnée par le comportement des institutions, les pratiques de communication et les évolutions sociétales. Pour les organisations de recherche, cette discussion a mis en évidence l'importance d'agir en tant que garants réfléchis et collaboratifs de la confiance au sein d'un écosystème science-société de plus en plus complexe.

SESSION 2

La confiance mise à l'épreuve à l'ère des controverses et bouleversements technologiques



Keynote

- **Dame Wendy Hall DBE**, Professeure titulaire de la chaire royale d'informatique ; vice-présidente associée (relations internationales) et directrice de l'Institut des sciences du Web, Université de Southampton, Royaume-Uni (en ligne)

Intervenants

- **Agnès Buzyn**, Présidente d'Evidences, ancienne Ministre des Solidarités et de la Santé
- **Romain Huret**, Président de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), France
- **Rebecca Veitch**, Responsable de l'intégrité de la recherche, UK Research & Innovation

Modérateur

- **Francisco Javier Moreno Fuentes**, Vice-président aux affaires internationales du Conseil national espagnol de la recherche (CSIC) ; vice-président de Science Europe

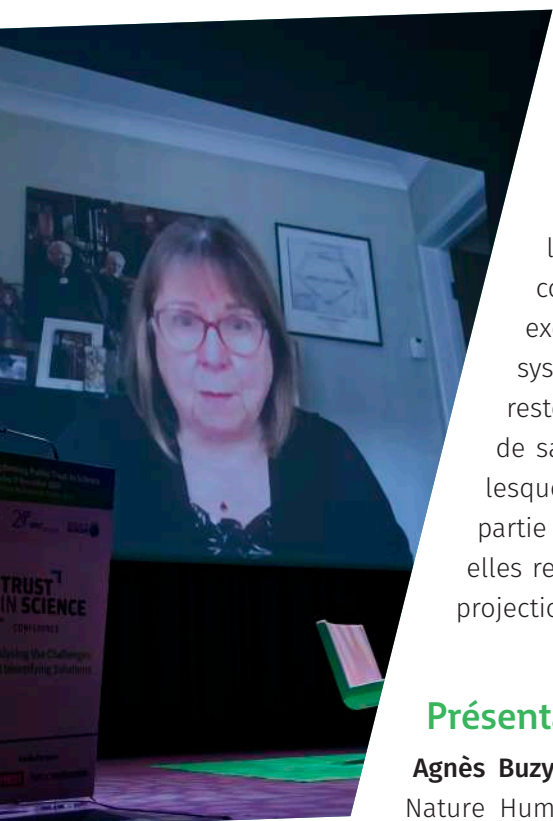
Points clés

 [Voir la vidéo →](#)

- L'IA devrait être réglementée, à l'instar d'autres infrastructures mondiales susceptibles de causer des dommages. Les droits de l'Homme et les valeurs devraient être prioritaires dans ce processus.
- Comprendre le fonctionnement de la science nécessite une éducation à sa méthode, à l'évaluation de l'expertise et la validation des connaissances. Cela devrait être activement encouragé.
- La confiance dépend aussi de standards cohérents d'intégrité et de transparence dans tout le système de recherche (des financeurs aux institutions en passant par les éditeurs), incluant des orientations claires sur l'usage responsable de l'IA.
- Il y a un déplacement des centres de production du savoir : les universités ne sont plus le seul pôle, et les entreprises sont de plus en plus vues comme des lieux majeurs d'innovation. Les échanges entre les deux sont nécessaires et doivent être davantage développés.
- Dans un environnement informationnel fondé sur l'attention, les récits dominants – souvent façonnés par les émotions, les valeurs et des intérêts concurrents – peuvent l'emporter sur l'exactitude des faits.

Keynote

Dame Wendy Hall a abordé le développement rapide de l'IA et sa gouvernance. Elle a critiqué les récits présentant l'IA soit comme une solution miracle, soit comme une menace existentielle, notant que le « moment ChatGPT » a accentué la confusion lorsque les entreprises ont mis en avant son potentiel de transformation tout en soulignant des risques catastrophiques. Selon elle, l'IA générative a été déployée dans un espace non réglementé, contrairement à d'autres secteurs où la sécurité et la responsabilité sont intégrées à la régulation et aux pratiques.



Elle a souligné le contexte géopolitique de la régulation et de l'investissement dans l'IA, et mis en garde contre le fait que la disponibilité en open source, les usages malveillants par des acteurs hostiles et les applications militaires compliquent encore la confiance du public. S'appuyant sur des exemples d'imagerie médicale, elle a noté que même lorsque des systèmes d'IA surpassent les humains, la supervision humaine reste essentielle et est renforcée par des procédures établies de santé et de sécurité. Elle a conclu que les affirmations selon lesquelles l'IA générative remplacerait inévitablement une grande partie de la main-d'œuvre doivent être abordées avec prudence, car elles reflètent souvent des incitations commerciales plutôt que des projections fondées sur des preuves.

Présentations

Agnès Buzyn a présenté les résultats d'une publication récente dans *Nature Human Behaviour*, soulignant que si de nombreux répondants déclarent faire confiance à la science, celle-ci diminue lorsque les ques-

tions portent sur l'intégrité et les conflits d'intérêts. En France, elle a noté que seuls 56 % du public considèrent les scientifiques comme honnêtes, et que de nombreux citoyens peinent à distinguer les « experts » de la méthode scientifique. Elle a également relevé une confusion sur ce qui relève de la science, citant des résultats d'enquête selon lesquels une part importante des jeunes en France considère l'astrologie comme scientifique.

S'appuyant sur l'expérience du Covid-19, elle a estimé que le public manque souvent de visibilité sur la manière dont l'évaluation par les pairs, la réplique et le débat façonnent les conclusions scientifiques. Elle a souligné que l'environnement informationnel récompense l'engagement et l'émotion, exposant les citoyens à des contenus trompeurs. Elle a cité des enquêtes indiquant que beaucoup de personnes se sentent incapables de distinguer le vrai du faux. Elle a appelé à renforcer l'éducation aux méthodes scientifiques et à un rôle actif des institutions pour contrer la désinformation avec des contenus accessibles et fiables.

Romain Huret a apporté une perspective historique en s'appuyant sur l'analyse de Richard Hofstadter sur l'anti-intellectualisme aux États-Unis et sur « l'âge d'or » de la science et de l'expertise après la Seconde Guerre mondiale. Il a décrit des vagues de contestation : l'émergence de contre-expertises et de remises en cause citoyennes de l'autorité scientifique sur l'environnement ou le nucléaire, puis des attaques politiques plus explicites contre les universités et les experts. Il a estimé que ces dynamiques ont été amplifiées par une sphère publique transformée par les réseaux sociaux, où la visibilité peut l'emporter sur la formation et la crédibilité institutionnelle. Il a exprimé la crainte que les universités ne soient plus les seuls centres de production du savoir et peinent à maintenir leur position sans nouvelles formes de coopération.

Pour y répondre, il a proposé trois actions : renforcer la participation des citoyens à la construction des connaissances scientifiques, enseigner les principes et règles de la science (y compris

la résolution des controverses par la validation), et faciliter la coopération entre universités et grands acteurs de la production de connaissances tels que les entreprises. Il a également souligné que la science dépend du temps (pour la délibération, la validation et le travail scientifique) et que son rétablissement passera par un récit renouvelé de la science comme contributrice au progrès concret et à un avenir meilleur.

Rebecca Veitch a abordé la confiance comme devant être assurée à l'échelle de tout le système de recherche : des financeurs, aux institutions et chercheurs, jusqu'aux éditeurs et à la société. Elle a évoqué des cadres établis sur l'intégrité scientifique et la conduite responsable et a invité à réfléchir à la manière dont les politiques et processus existants s'appliquent dans le contexte d'outils d'IA en évolution rapide.

Elle a souligné l'importance pour les communautés scientifiques d'évaluer rigueur et risques, et rappelé que la confiance implique une part de vulnérabilité, notamment la reconnaissance des incertitudes et limites des connaissances. Des recommandations incohérentes entre financeurs, institutions et éditeurs peuvent créer charge et stress inutiles, et des attentes plus claires et cohérentes sont nécessaires, notamment lors des collaborations internationales.



Discussion

Le modérateur Francisco Javier Moreno Fuentes a ouvert la discussion par une question sur ce que signifie produire de la science aujourd'hui, en notant que l'attention et l'opinion publiques sont de plus en plus façonnées par des récits dominants dans une « économie de l'attention », souvent guidés par des intérêts économiques ou (géo)politiques.

En réponse, Dame Wendy a estimé que la confusion du public reflète l'incertitude des responsables politiques, et a souligné un écart croissant entre la recherche fondamentale « de long terme » menée dans les universités et l'innovation portée par l'industrie, citant des exemples récents de coopération entre gouvernements et grandes entreprises technologiques.

Il a été noté que les réseaux sociaux et autres plateformes amplifient souvent les contenus à forte charge émotionnelle plutôt que le ton neutre de la plupart des communications scientifiques, et que le volume d'information disponible limite la capacité des citoyens à vérifier les sources. Cela crée un terrain propice à la désinformation et fragilise la confiance dans l'expertise scientifique.

Une intervention du public a remis en question une approche purement fondée sur l'information pour expliquer la confiance, en soulignant que l'acceptation des preuves est souvent influencé par les valeurs et l'identité (par exemple dans les débats sur la vaccination). En réponse, les panélistes ont insisté sur la nécessité de processus solides d'intégrité scientifique, d'explications claires sur la manière dont la science valide les connaissances, et d'une plus grande implication des sciences sociales pour comprendre comment les croyances se forment et se diffusent.

La discussion a suggéré que les institutions de recherche devraient être plus proactives dans la promotion de connaissances fiables et la lutte contre les affirmations trompeuses, tout en reconnaissant qu'il n'est pas toujours réaliste ni équitable d'attendre des chercheurs individuels qu'ils assument des rôles importants supplémentaires en communication.

Une autre question portait sur la possibilité pour les scientifiques et les institutions de chercher à « contrôler le récit » afin de garantir une perspective pro-science dominante, et soulevait



des questions sur la confiance dans la collaboration scientifique internationale, notamment des préoccupations liées aux ingérences étrangères et aux fuites de connaissances ou de propriété intellectuelle.

La discussion s'est ensuite tournée vers le rôle futur des universités et leurs relations avec les grandes entreprises technologiques. Huret a noté que la collaboration est souvent inévitable et a rappelé que, durant le « âge d'or » de la science, le progrès reposait sur une relation tripartite entre scientifiques, industrie et État, avec les scientifiques en position de leadership. Aujourd'hui toutefois, la concurrence pour la visibilité et l'attention du public peut désavantager les universités et compliquer les agendas nationaux de recherche.



Veitch a ajouté que les organismes de financement de la recherche devraient être plus accessibles et améliorer les canaux permettant aux preuves scientifiques d'atteindre les décideurs politiques et les acteurs de la gouvernance. Enfin, Dame Wendy a averti que des enjeux majeurs comme le changement climatique peuvent susciter des réactions négatives du public lorsque les coûts des politiques affectent les citoyens, renforçant encore l'imbrication entre confiance dans la science et débat politique.

Dans l'ensemble, panélistes et membres du public ont convenu que la confiance ne peut pas être renforcée par l'information seule, mais qu'elle est façonnée par les valeurs des individus et par l'environnement plus large dans lequel l'information circule. La discussion a mis en évidence les défis posés par les réseaux sociaux, ainsi que les liens entre science, politique et intérêts économiques.

Le renforcement de la confiance a été considéré comme nécessitant une forte intégrité scientifique, des explications plus claires sur le fonctionnement de la science et des efforts mieux coordonnés de la communauté scientifique pour dialoguer avec la société. Dans le même temps, les participants ont souligné que cette responsabilité ne doit pas reposer sur les seuls chercheurs, mais doit être soutenue au niveau institutionnel.

Conclusion

La discussion a montré que la confiance ne repose pas seulement de la communication des données scientifiques. Elle dépend de la manière dont les connaissances scientifiques sont produites, régies et intégrées dans des contextes sociaux et politiques plus larges. Les progrès rapides de l'IA ont renforcé ces dynamiques, soulignant la nécessité de transparence, d'intégrité et de normes cohérentes dans tout le système, y compris chez les financeurs, les organismes de recherche et les éditeurs. L'éducation à la méthode scientifique, incluant l'incertitude et la validation dans le temps, a été identifiée comme une condition clé pour maintenir la confiance.

Les intervenants ont aussi souligné que la confiance dépend des valeurs, des récits et de l'environnement informationnel, où émotions et intérêts concurrents peuvent l'emporter sur les faits. Les institutions ont donc un rôle central pour promouvoir des connaissances fiables et contrer les informations trompeuses, sans faire peser cette charge sur les seuls chercheurs. À mesure que les universités coopèrent davantage avec l'industrie et d'autres acteurs, préserver l'indépendance scientifique et l'intérêt public apparaît essentiel pour maintenir la science comme un bien commun digne de confiance.

SESSION 3

Renforcer la confiance grâce à l'engagement du public



Keynote

- **Jerry Sheehan**, Directeur du département Sciences, de la technologie et de l'innovation, OCDE

Intervenants

- **Mohamed Elsonbaty Ramadan**, Fondateur de SciCommAI, Belgique ; Co-fondateur du Forum arabe des médias et de la communication scientifique (AFSMC, Émirats arabes unis) ; Ancien vice-président du réseau de communication publique en sciences et technologies (PCST)
- **Pampa Garcia Molina**, Responsable du Centre des médias scientifiques, Espagne
- **Emelie de Jong**, Directrice, France Culture
- **Hugo Mercier**, Directeur de recherche CNRS — Institut Jean Nicod (ENS / PSL), et directeur scientifique de l'Institut IA & Société (ENS, PSL, Université Paris-Dauphine), Paris, France

Modératrice

- **Lidia Borrell-Damián**, Secrétaire générale, Science Europe

Points clés

- La confiance dans la science est une question démocratique et sociétale, et pas seulement scientifique. Elle est de plus en plus façonnée par des dynamiques politiques, technologiques et géopolitiques plus larges, ce qui la rend essentielle à la résilience démocratique et à la stabilité des sociétés.
- La confiance repose sur des liens solides entre la science, la société et les politiques publiques. La maintenir nécessite de renforcer les connexions entre les institutions scientifiques, l'engagement du public et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, en particulier face à la polarisation et à la désinformation.
- Les valeurs fondamentales de la science restent essentielles en période de changements rapides. L'ouverture, l'autonomie, la rigueur et l'intégrité doivent être préservées tout en s'engageant de manière responsable avec les technologies émergentes et en adaptant les cadres de gouvernance.
- Une communication scientifique responsable est un facteur essentiel pour instaurer la confiance. La confiance repose sur une communication transparente, inclusive, responsable et opportune, guidée par des principes clairs et une présentation honnête des incertitudes et des données.
- La confiance dans la science dépend du contexte et ne peut être mesurée de manière universelle. Les différences culturelles, linguistiques et institutionnelles influencent la manière dont la confiance dans la science est comprise et vécue, ce qui limite l'utilité des indicateurs uniformes ou des approches axées sur les lacunes.
- La confiance se construit par l'engagement, le consensus et des processus visibles. Elle est renforcée par des approches participatives, le consensus des experts, le respect mutuel entre scientifiques et communicants, ainsi que par une définition plus claire des rôles, qui renforce la crédibilité et la compréhension du public.

Keynote

Le discours liminaire de **Jerry Sheehan** a inscrit la confiance dans la science dans un cadre sociétal et politique plus large. Il a souligné que la confiance constitue l'un des défis les plus fondamentaux, non seulement pour la science, mais aussi pour les démocraties dans leur ensemble. Les avancées technologiques rapides, associées à une attention géopolitique accrue portée à la souveraineté et à la compétitivité, exercent une pression supplémentaire sur des relations de confiance déjà fragiles.

Un thème central de son intervention était la nécessité de préserver les valeurs traditionnelles de la science, notamment l'ouverture, l'autonomie, la rigueur et l'intégrité, tout en s'engageant de manière responsable avec les technologies émergentes. L'OCDE a proposé un **cadre** permettant aux gouvernements, aux autres acteurs de l'innovation et aux sociétés d'anticiper les défis de gouvernance et de renforcer leurs capacités à orienter l'innovation sur le long terme.

La transparence, a-t-il souligné, est essentielle pour permettre le contrôle et la redevabilité, mais elle doit s'accompagner d'une communication efficace et responsable si elle veut renforcer la confiance plutôt que la confusion. Il s'agit du premier des six principes élaborés par l'OCDE pour une communication scientifique responsable :

1. **Transparence** : providing access to data on which scientific conclusions depend; describing clearly the methods and data used to reach a conclusion; communicating uncertainties.
2. **Inclusivité** : s'adresser à des groupes diversifiés de la société ; rendre la communication scientifique accessible (par exemple en tenant compte des infrastructures numériques et des barrières linguistiques).
3. **Intégrité** : respecter les normes éthiques et professionnelles dans la recherche et la communication scientifiques, faire preuve d'honnêteté intellectuelle (par exemple ne pas exagérer les résultats scientifiques) et garantir la rigueur des recherches communiquées.
4. **Responsabilité** : indiquer clairement qui est responsable d'une communication scientifique et à quel titre elle est faite (par exemple personnel ou institutionnel ; expert du sujet ou commentateur scientifique) ; préciser les sources qui la sous-tendent ; déclarer ouvertement tout conflit d'intérêts ou engagement potentiel des personnes communiquant ou fournissant le contenu des communications scientifiques.



5. **Liberté et autonomie** : cela inclut la communication de la recherche scientifique sans contrainte d'ingérences externes (par exemple politiques, juridiques ou religieuses) ; le respect de l'autogouvernance de la recherche académique et du droit des scientifiques à communiquer librement (conformément aux principes 1 à 4).
6. **Temporalité** : cela est particulièrement pertinent en situation d'urgence et inclut la fourniture aux citoyens d'informations pertinentes et à jour en temps opportun, avec les réserves appropriées si nécessaire ; ne pas retenir ni retarder la communication d'informations scientifiques pertinentes, tout en veillant à ce que les contrôles de qualité essentiels aient été effectués avant leur diffusion.



La confiance dans la science, a-t-il conclu, est une responsabilité partagée par toutes les parties prenantes et doit englober non seulement les résultats scientifiques, mais aussi les processus, les incertitudes et les fondements éthiques de la recherche. Sheehan a également souligné l'importance croissante de la science citoyenne, estimant que les citoyens apportent des contributions précieuses à la production des connaissances scientifiques comme à l'élaboration des programmes de recherche. Cela, a-t-il suggéré, appelle des politiques de science et de recherche plus ouvertes aux approches participatives et à l'engagement sociétal.



Présentations

La session de panel suivante a exploré la manière dont la confiance dans la science est comprise et vécue dans différents contextes culturels, sociaux et institutionnels.

Mohamed Elsonbaty Ramadan a remis en question plusieurs hypothèses couramment admises dans les débats sur la confiance dans la science. S'appuyant sur des expériences du Sud global, il a contesté l'idée selon laquelle les systèmes démocratiques favorisent automatiquement la confiance dans la science, notant que le recul des normes démocratiques peut éroder la

confiance dans les institutions, y compris scientifiques. Il a également souligné l'absence d'une définition universelle de la « science », en montrant que les différences linguistiques et culturelles influencent la manière dont la science et la confiance sont comprises. Enfin, il a mis en garde contre l'usage non critique de mesures quantitatives de la confiance, estimant que ces indicateurs peuvent ne pas être pertinents ni transposables entre régions et langues..

Pampa Garcia Molina a souligné que la confiance dans la science est essentielle à la fois pour un accès équitable aux connaissances et pour le fonctionnement des démocraties. Faisant référence à une [étude récente sur la confiance dans la science et le populisme lié à la science](#), elle a noté que les sociétés présentant des niveaux de confiance plus élevés dans la science ont mieux réagi pendant la pandémie de Covid-19. Dans le même temps, elle a mis en garde contre la persistance du modèle du déficit en communication scientifique, insistant sur le fait que les niveaux de confiance ne peuvent pas être simplement corrélés au niveau d'éducation ou d'information. Elle a plutôt plaidé pour des approches reconnaissant le rôle actif des journalistes scientifiques et des communicateurs dans l'accompagnement des publics, la prise en compte des préoccupations et le renforcement de l'engagement à long terme.

Du point de vue des médias, **Emelie de Jong** a décrit l'approche éditoriale de France Culture, où tous les contenus reposent sur des preuves et des connaissances. Malgré des défis plus larges liés à la confiance du public, elle a noté que l'audience de France Culture augmente, alors que l'écoute de la radio diminue globalement. Cela, a-t-elle soutenu, démontre un intérêt durable du public pour des médias fiables, approfondis et contextualisés fondés sur la connaissance..

Hugo Mercier a présenté des résultats de recherche montrant que la confiance dans la science ne dépend pas principalement de la culture scientifique individuelle. Les personnes font souvent confiance à la science car elles observent un consensus entre experts, même sans comprendre pleinement les preuves sous-jacentes. Il a noté que, bien que les individus puissent exprimer un scepticisme général, ils continuent d'accepter la grande majorité des faits scientifiques établis. L'exposition prolongée à l'éducation scientifique, a-t-il soutenu, joue un rôle clé dans le maintien de la confiance, et ces résultats peuvent aider à traiter des enjeux controversés comme le changement climatique.

centes. Il a noté que, bien que les individus puissent exprimer un scepticisme général, ils continuent d'accepter la grande majorité des faits scientifiques établis. L'exposition prolongée à l'éducation scientifique, a-t-il soutenu, joue un rôle clé dans le maintien de la confiance, et ces résultats peuvent aider à traiter des enjeux controversés comme le changement climatique.

Discussion

La discussion du panel s'est concentrée sur la relation entre scientifiques, journalistes et communicants, et sur la manière dont elle peut soutenir ou fragiliser la confiance dans la science. Les intervenants ont convenu que cette relation reste inégale et parfois fragile. Mercier a noté que le journalisme est souvent attiré par des résultats marquants ou nouveaux, ce qui peut conduire à des simplifications ou exagérations. Les scientifiques, a-t-il ajouté, peuvent contribuer en apportant du contexte et en communiquant rigueur et limites des recherches.



De Jong a souligné que la transparence est essentielle à une collaboration productive, notamment l'ouverture sur les incertitudes et le caractère provisoire des connaissances scientifiques. Garcia Molina a mis en avant l'importance du respect mutuel, la reconnaissance des expertises distinctes des scientifiques et des journalistes, ainsi que la nécessité pour les scientifiques de communiquer de manière accessible et engageante sans compromettre la précision.

Ramadan a tiré des enseignements de la pandémie de Covid-19, notant que si elle a montré l'importance du journalisme scientifique, elle a aussi révélé des méfiances mutuelles, notamment la crainte des scientifiques d'être mal cités ou déformés. Il a suggéré un engagement et un dialogue accrus, incluant la participation de scientifiques à des formations en journalisme.

Sheehan a observé que les scientifiques communiquent surtout entre eux, tandis que les journalistes peuvent relier l'expertise scientifique aux enjeux sociétaux urgents. Il a suggéré que rendre le débat scientifique plus visible, notamment via des discussions télévisées, aiderait le public à mieux comprendre le processus scientifique, y compris désaccords et incertitudes, tout en mettant en garde contre les risques de surexposition médiatique.

Les questions du public ont mis en évidence des défis structurels affectant la confiance dans la communication scientifique. Une discussion sur la distinction entre journalisme et communication scientifique a révélé des inquiétudes : des rôles flous peuvent nuire à la crédibilité. Les intervenants ont souligné l'importance de la transparence, de la définition claire des rôles et de l'élaboration de normes professionnelles et de codes de conduite adaptés.

Les questions sur la mesure de la confiance dans la science ont souligné la complexité du sujet. Les études longitudinales ont été jugées particulièrement importantes, ainsi qu'une meilleure compréhension de la manière dont les citoyens distinguent informations fiables et non fiables.

Conclusion

Cette session a montré que la confiance dans la science est façonnée par des contextes sociaux, politiques et de communication plus larges, et pas uniquement par les preuves scientifiques. La confiance dépend de liens solides entre la science, la société et les politiques publiques, ainsi que d'engagements visibles en faveur de la transparence, de l'intégrité et d'une conduite responsable, en particulier lors de périodes de changements technologiques et politiques rapides. Les intervenants ont convenu que la confiance est fragilisée lorsque ces liens sont mis à rude épreuve par la polarisation, la désinformation ou des rôles et responsabilités mal définis.

La discussion a montré que la confiance ne se construit pas par la seule information ni ne se réduit à de simples indicateurs. Elle se développe via des processus transparents, des normes partagées et des relations constructives entre scientifiques, journalistes, communicants et citoyens. La communication des incertitudes, le respect des expertises et un engagement continu – dont la science citoyenne – sont des moyens concrets de la renforcer. Il a été rappelé que la confiance dans la science est une responsabilité partagée, demandant un effort continu des communautés de recherche, des médias et des politiques publiques.

SESSION 4

Réponses institutionnelles et politiques visant à renforcer la confiance dans la science



Intervenants

- **David Budtz Pedersen**, Professeur de communication scientifique, Université d'Aalborg, Danemark
- **Karen Fabbri**, Cheffe adjointe de l'unité « Science pour les politiques, le conseil et l'éthique », Direction générale de la recherche et de l'innovation, Commission européenne
- **Anu Noorma**, Directrice générale du Conseil estonien de la recherche (ETAG)
- **Antoine Petit**, Président-directeur général du CNRS

Modérateur

- **Carthage Smith**, Analyste principal des politiques publiques, OCDE

Points clés

 [Voir la vidéo →](#)

- La confiance dans la science ne va pas de soi et doit être activement renforcée. Elle est façonnée par les changements sociétaux plus larges et exige un effort institutionnel soutenu, plutôt que des actions de communication ponctuelles.
- Le public cible principal est la grande majorité de la société qui se pose des questions. Les efforts devraient se concentrer sur les citoyens ouverts d'esprit mais indécis, plutôt que sur les petits groupes très bruyants qui rejettent activement la science.
- Les scientifiques ont besoin d'un soutien institutionnel pour s'engager de manière sûre et efficace. L'engagement public comporte des risques, notamment dans des contextes polarisés, et les organismes de financement et de recherche ont la responsabilité de fournir des conseils, une protection et une formation.
- La communication à sens unique ne suffit pas à instaurer la confiance. Des approches participatives et co-créatives qui valorisent différentes formes de savoir sont essentielles à un engagement constructif.
- L'instauration de la confiance doit être intégrée dès le début dans la conception des politiques et des mécanismes de financement. L'engagement et la participation citoyenne sont particulièrement efficaces lorsqu'ils sont inclus dès le départ dans les stratégies de recherche, les appels à projets et les processus politiques.

Présentations

La session de clôture a exploré le rôle des organismes de recherche et des décideurs politiques dans le renforcement de la confiance dans la science, avec une attention particulière à la communication, à l'engagement, à la responsabilité institutionnelle et à la conception des politiques. Les intervenants ont évoqué des données empiriques, des expériences pratiques et des initiatives politiques aux niveaux national, européen et international. Un thème récurrent était que la confiance dans la science ne peut être tenue pour acquise et ne peut être maintenue par la seule communication ; elle requiert un soutien institutionnel continu, un engagement inclusif et une attention aux valeurs, à la sécurité et au contexte.

Antoine Petit a souligné que la confiance dans la science ne doit pas être conçue comme une opposition binaire entre confiance et défiance. Si une petite minorité visible se méfie activement de la science, l'enjeu principal concerne le groupe beaucoup plus large de citoyens qui ne font ni pleinement confiance ni ne comprennent totalement la science. Ce groupe, qui pose des questions ou exprime des incertitudes, est le public clé pour la communication scientifique.

Petit a mis en garde contre une focalisation excessive sur ceux qui s'opposent fermement à la science. Il a estimé que les organismes de recherche et de financement devraient plutôt aider les scientifiques à communiquer avec la large majorité de la société, en favorisant le dialogue plutôt que la persuasion, et en reconnaissant que les citoyens acquièrent de plus en plus leurs connaissances de manière autonome et souhaitent s'engager de façon critique.

Il a présenté l'élaboration du *Le guide d'expression publique*, un document conçu en réponse aux besoins des scientifiques. Il aide les chercheurs à s'orienter dans la communication publique, notamment en distinguant leurs prises de parole comme experts de celles exprimées à titre personnel. Il a souligné l'importance de distinguer faits et valeurs, en particulier sur des sujets comme le climat, où les données scientifiques sont souvent mêlées au débat politique.

Le panel a reconnu que l'engagement public peut comporter des risques personnels et professionnels pour les chercheurs. Petit a évoqué des cas de harcèlement et de pression médiatique, notamment dans des domaines polarisés, et a souligné la responsabilité des institutions de fournir un soutien juridique, professionnel et moral. Laisser les chercheurs gérer seuls ces risques, a-t-il ajouté, fragilise à la fois la confiance dans la science et la volonté de s'engager.



David Budtz Pedersen a renforcé ce point en soulignant que tous les contextes ne se prêtent pas à l'engagement. Dans des débats très polarisés, la communication peut se retourner contre ses auteurs, notamment sur les réseaux sociaux. Les institutions devraient aider les chercheurs à évaluer quand et comment s'engager, et quand il est préférable de suspendre ou de se retirer, plutôt que de supposer qu'une visibilité constante est toujours bénéfique.

Un consensus fort s'est dégagé sur l'insuffisance des modèles traditionnels de diffusion pour construire une confiance durable. Les intervenants ont souligné la nécessité de dépasser la communication à sens unique au profit d'approches participatives et co-créatives.

Petit a souligné que l'engagement ne doit pas réduire les scientifiques à de simples transmetteurs de faits établis pour des publics déjà convaincus. Une co-création réelle suppose de reconnaître que scientifiques et citoyens apportent chacun des formes de savoir utiles. Il a toutefois averti que les démarches participatives ne sont pas une solution miracle, surtout si elles restent limitées ou n'atteignent pas au-delà des publics déjà engagés.



Pedersen a développé cette perspective, avertissant que la communauté scientifique fonctionne souvent dans ses propres schémas mentaux, s'adressant à la société depuis un « bocal » conceptuel. Le scepticisme n'est pas en soi irrationnel : il peut s'ancrer dans une méfiance plus large envers des gouvernements et des systèmes capitalistes qui ne servent pas tous les citoyens de manière équitable. Ces dernières décennies, la science s'est presque entièrement inscrite dans des logiques capitalistes et commerciales (ex. biotechnologies, pharma, intelligence artificielle) qui ne profitent pas à tous de la même façon. Cette imbrication entre science, marché et institutions publiques peut nourrir un scepticisme fondé envers la science comme bien public et envers les scientifiques comme acteurs impartiaux.

La confiance, a-t-il soutenu, repose sur les valeurs et l'identité : on fait plus confiance à ceux qui semblent comprendre les réalités vécues et partager les préoccupations. Elle dépend aussi de ceux à qui l'on fait confiance : personnes et institutions censées servir nos intérêts et partager nos valeurs. Pour la communication scientifique, cela implique de diversifier les voix. Une plus grande diversité de genres, disciplines et profils permet de mieux se connecter aux citoyens.

Les organismes de recherche et de financement doivent donc autant investir dans l'écoute que dans la communication, en identifiant les problèmes que les citoyens souhaitent voir traités et en mobilisant des formes de savoir variées (professionnels, pratiques, locaux, autochtones). Il a aussi souligné que, dans la résolution collective de problèmes, le savoir scientifique ne doit pas dominer, mais interagir avec d'autres pour produire des solutions adaptées aux besoins.

Anu Noorma a réfléchi à la confiance dans la science depuis l'Estonie et la région baltique, où elle reste relativement élevée. Elle a toutefois mis en garde contre des changements sociétaux plus larges qui transforment les dynamiques de confiance et posent la question d'une évolution vers plus de capacité collective à agir ensemble ou vers une fragmentation durable des sociétés.

Noorma a mis en avant plusieurs outils concrets utilisés en Estonie pour renforcer la confiance, notamment une émission de télévision scientifique très populaire destinée aux enfants et aux parents, développée par le Conseil estonien de la recherche, des prix nationaux de communication scientifique, ainsi que l'intégration de conseillers scientifiques dans les ministères. Elle a



souligné l'importance de communiquer non seulement les résultats scientifiques, mais aussi la démarche scientifique, y compris des récits personnels qui humanisent les chercheurs et rendent leur travail plus accessible.

La collaboration internationale a été identifiée comme essentielle, en particulier pour les petits pays. Noorma a noté l'adhésion de l'Estonie à l'Agence spatiale européenne comme un tournant pour le développement scientifique et l'engagement du public, illustrant comment l'intégration internationale peut renforcer la confiance nationale dans la science.

Karen Fabbri a apporté un éclairage sur les initiatives de la Commission européenne, en soulignant que les mesures de développement de la confiance sont plus efficaces lorsqu'elles sont intégrées en amont dans les cadres politiques et de financement. Elle a présenté le projet *Voices*, qui a mobilisé des groupes de discussion locaux dans les États membres de l'UE afin de recueillir les attentes sociétales sur les priorités de recherche et d'innovation. Ce processus a directement influencé les décisions de financement, notamment un investissement important dans la recherche sur les déchets urbains, montrant que la contribution des citoyens peut réellement orienter les politiques lorsqu'elle est correctement intégrée.



Fabbri a également souligné les efforts d'intégration de l'engagement multi-acteurs dans les stratégies de recherche, notamment sur les systèmes alimentaires, et la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux pour participer efficacement. Elle a insisté sur le fait que l'engagement du public ne doit pas être un ajout, mais un élément central de la recherche, soutenu par des incitations et des ressources adaptées.

Au niveau européen, Fabbri a cité plusieurs **actions de l'ERA liée à la confiance dans la science**, notamment des initiatives sur l'engagement citoyen, la communication scientifique et la science pour les politiques publiques. Celles-ci incluent des exercices d'apprentissage mutuel entre États membres de l'UE, réunissant des représentants gouvernementaux pour examiner leurs stratégies nationales d'engagement du public et échanger des bonnes pratiques. Plusieurs missions d'Horizon Europe incluent des laboratoires vivants et de politiques intégrant l'engagement multi-acteurs et citoyen. Elle a mis en avant des leçons tirées de ces activités et encouragé les gouvernements à développer des stratégies nationales d'engagement du public pour renforcer les capacités et favoriser les échanges de bonnes pratiques. Elle a mis en avant la science pour les politiques au sein de la Commission européenne et le rôle important d'initiatives comme le **Scientific Advice Mechanism** (SAM), ainsi que le **European Academies Science Advisory Council** (EASAC), dans la traduction des données scientifiques en conseils politiques pertinents et opportuns. Le programme politique de l'**European Research Area Policy Agenda 2025-2027** comprend une action dédiée au développement de l'écosystème européen science pour les politiques, incluant la création d'un réseau de correspondants science pour les politiques, ainsi qu'un observatoire et une communauté de pratique.

Discussion

La discussion est revenue sur le rôle d'intermédiaire des décideurs politiques, entre scientifiques et citoyens. Les participants ont convenu que la confiance dans la science est liée à celle dans les institutions politiques. Un conseil scientifique efficace requiert donc des données solides mais aussi une attention au contexte, à la responsabilité et à la communication.

Les questions du public ont porté sur le fait de savoir si les scientifiques doivent fournir uniquement des faits ou aussi des recommandations. Petit a estimé que le conseil aux politiques implique des arbitrages de valeur qui dépassent la science, et que les scientifiques ne doivent pas se substituer aux décideurs. Pedersen a reconnu l'utilité du conseil, mais a souligné qu'il requiert des compétences spécifiques et une vigilance éthique pour éviter tout biais idéologique. Fabbri a rappelé que le conseil implique une responsabilité et doit préciser les rôles et limites.

D'autres questions ont souligné l'inclusion comme dimension clé de la confiance. Les intervenants ont noté que les groupes exprimant une moindre confiance incluent souvent des minorités pouvant se sentir sous-représentées dans les systèmes de recherche. Cela suppose de diversifier les carrières scientifiques, de reconnaître une large diversité de contributions et de valoriser l'engagement et la communication en plus des productions académiques traditionnelles.

L'éducation a également été identifiée comme un facteur encore peu exploré dans la discussion. Noorma a souligné que les chercheurs eux-mêmes sont des citoyens qui doivent avoir confiance en leur propre capacité à évoluer dans un système global, en particulier à mesure que les attentes en matière de mobilité, de communication et d'engagement politique augmentent.



Conclusion

La table ronde a souligné que le renforcement de la confiance dans la science est une responsabilité commune à long terme qui nécessite une action coordonnée de la part des organismes de financement et de recherche, des décideurs politiques et des chercheurs. Parmi les messages clés figuraient la nécessité de soutenir et de protéger les scientifiques qui s'engagent publiquement, de donner la priorité à un engagement bidirectionnel, d'intégrer la participation et l'engagement dès la conception des cadres de financement et des politiques, et de reconnaître la diversité des savoirs et des valeurs au sein de la société.

Plutôt que de considérer la confiance comme quelque chose qu'il faut établir par la seule communication, la discussion a mis en évidence le fait que la confiance se construit à travers les relations, la résolution commune des problèmes et l'engagement institutionnel, aux niveaux local, national et international.

ANNEXE 1

Programme

Jeudi 11 Décembre 2025

09h00–09h25 **Discours d'ouverture**

Les objectifs et les thématiques de la conférence seront présentés, en insistant sur l'importance du renforcement de la confiance du public dans la science afin de soutenir la recherche scientifique et son acceptation dans la société.

La façon dont la science peut contribuer à l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes et la prise de décision démocratique sera illustrée, ainsi que le rôle du financement et des organismes de recherche.

- **Claire Giry**, Présidente-directrice générale de l'ANR
- **Francisco Javier Moreno Fuentes**, Vice-président chargé des affaires internationales du Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC, Espagne) et vice-président de Science Europe
- **Ezra Clark**, Chef de section pour les politiques de la science, de la technologie et de l'innovation, UNESCO

09h25–09h45 **Keynote**

- **Kei Koizumi**, Ancien directeur adjoint pour les sciences, la société et les politiques publiques, Bureau de la pol. scientifique et techno. de la Maison-Blanche)

09h45–11h00 **Session 1: Europe, science et société – Comprendre la relation de confiance et les facteurs qui favorisent la confiance du public dans la science**

Cette session donnera un aperçu de la confiance du public dans la science à travers l'Europe, en s'appuyant sur les principales conclusions d'études européennes et nationales. Elle explorera la manière dont les connaissances scientifiques et la pensée critique sont considérées, les moyens de renforcer la confiance, les variations des niveaux de confiance entre les pays et les groupes démographiques, et ce que cela signifie pour la culture scientifique et la compréhension publique de la méthode scientifique..

La session examinera également les principaux défis qui sapent la confiance dans la science, érodant ainsi la confiance du public, ainsi que la manière dont la confiance dans la science est façonnée par les institutions culturelles, les médias et les réseaux sociaux.

- En vous appuyant sur votre expérience et/ou sur les recherches auxquelles vous avez participé, comment décririez-vous l'état actuel de la confiance du public dans la science en Europe et dans le monde ?
- Selon vous, quel est le facteur le plus important qui influence la confiance dans la science ?
- Qu'est-ce que cela signifie pour la compréhension et la communication de la méthode scientifique et des connaissances scientifiques ?

Intervenants

- **Martin Bauer**, Professeur de psychologie sociale et méthodologie de la recherche, London School of Economics, Royaume-Uni
- **Ana Godinho**, Responsable de la communication et de l'engagement, European Spallation Source (Suède)
- **Agata Gurzawska**, Responsable du pôle « Éthique, droits humains et nouvelles technologies », Trilateral Research, Irlande
- **Kei Koizumi**, Ancien directeur adjoint pour les sciences, la société et les politiques publiques, Bureau de la pol. scientifique et techno. de la Maison-Blanche)

Modérateur

- **Michel Dubois**, Senior Research Fellow, French National Centre for Scientific Research (CNRS); Director, GEMASS



11h00–11h30 *Pause*

11h30–12h45 **Session 2: La confiance dans la science mise à l'épreuve à l'ère des controverses et des bouleversements technologiques**

La controverse, l'incertitude ou les changements technologiques rapides affectent la crédibilité scientifique. Cette session examinera la dynamique de la confiance et les raisons pour lesquelles certaines théories gagnent en popularité auprès du public et des politiques, tandis que d'autres sont contestées ou ignorées.

Cette session verra comment les décisions politiques, en particulier concernant l'éthique de la recherche ou l'intégrité scientifique contribuent à renforcer et à maintenir leur crédibilité.

- Comment les avancées scientifiques controversées ou les percées technologiques influencent-elles et affectent-elles la confiance du public ?
- Quel est le rôle des différents acteurs dans la lutte contre les préjugés, la reproductibilité ou les conflits d'intérêts ?
- Comment les chercheurs et les institutions peuvent-ils mieux communiquer l'incertitude et la complexité ?

Keynote

- **Dame Wendy Hall DBE**, Professeure titulaire de la chaire royale d'informatique ; vice-présidente associée (relations internationales) et directrice de l'Institut des sciences du Web, Université de Southampton, Royaume-Uni (en ligne)

Intervenants

- **Agnès Buzyn**, Présidente d'Evidences, ancienne Ministre des Solidarités et de la Santé
- **Romain Huret**, Président de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), France
- **Didier Pourquery**, Président de The Conversation France
- **Rebecca Veitch**, Responsable de l'intégrité de la recherche, UKRI

Modérateur

- **Francisco Javier Moreno Fuentes**, Vice-président aux affaires inter. du Conseil national de la recherche (CSIC, Espagne) ; vice-président de Science Europe



12h45–14h00 *Déjeuner*

14h00–15h30 **Session 3: Renforcer la confiance grâce à l'engagement du public**



Cette session examinera si et dans quelle mesure la confiance du public dépend de la conviction que la science sert le bien public, où et comment cet alignement entre la science et les valeurs devrait se produire, et ce qui se passe lorsque ces valeurs entrent en conflit. Elle soulignera l'importance d'un dialogue ouvert, de l'engagement des médias et de la recherche participative pour renforcer la confiance entre la communauté scientifique et la société.

- Quelles sont les valeurs essentielles pour instaurer et maintenir la confiance du public ?
- Comment les scientifiques et les journalistes peuvent-ils collaborer pour améliorer la précision, la pertinence et l'impact des reportages scientifiques ?
- Quel est le rôle de la science participative et citoyenne dans l'amélioration de l'engagement du public ?

Keynote

- **Jerry Sheehan**, Directeur du département Sciences, de la technologie et de l'innovation, OCDE

Intervenants

- **Mohamed Elsonbaty Ramadan**, Fondateur de SciCommAI, Belgique ; Co-fondateur du Forum arabe des médias et de la communication scientifique (AFSMC, Émirats arabes unis) ; Ancien vice-président du réseau de communication publique en sciences et technologies (PCST)
- **Pampa Garcia Molina**, Responsable du Centre des médias scientifiques, Espagne
- **Emelie de Jong**, Directrice de France Culture
- **Hugo Mercier**, Directeur de recherche CNRS — Institut Jean Nicod (ENS / PSL), et directeur scientifique de l'Institut IA & Société (ENS, PSL, Université Paris-Dauphine)

Modératrice

- **Lidia Borrell-Damián**, Secrétaire générale, Science Europe

15h30–16h00 *Pause*

16h00–17h15 **Session 4: Institutional and Policy Responses to Strengthen Trust in Science**

Cette session explorera comment les organismes de financement et de recherche ainsi que les décideurs politiques peuvent contribuer activement à renforcer la confiance du public dans la science. Elle abordera leur responsabilité commune

de promouvoir la transparence et l'intégrité tout en aidant les chercheurs à participer au débat public sans crainte d'abus ou d'intimidation. Elle identifiera également des solutions institutionnelles et politiques efficaces pour renforcer la confiance du public dans la science.

- Comment les organismes de financement et de recherche peuvent-ils renforcer la confiance du public dans la science, soutenir et protéger les chercheurs ?
- Comment les organismes de financement et de recherche peuvent-ils collaborer avec les décideurs politiques afin de renforcer le dialogue entre la science et la société et ainsi renforcer la confiance dans la science ?
- Comment les organismes de recherche et de financement peuvent-ils mieux collaborer avec les médias pour lutter contre la désinformation et garantir une couverture scientifique responsable ?

Intervenants

- **David Budtz Pedersen**, Professeur de communication scientifique, Université d'Aalborg, Danemark
- **Karen Fabbri**, Cheffe adjointe de l'unité « Science pour les politiques, le conseil et l'éthique », Direction générale de la recherche et de l'innovation, Commission européenne
- **Anu Noorma**, Directrice générale du Conseil estonien de la recherche (ETAG)
- **Antoine Petit**, Président-directeur général du CNRS

Modérateur

- **Carthage Smith**, Analyste principal des politiques publiques, OCDE

17h15–17h30

Conclusions et prochaines étapes

Résumé des discussions de la conférence et présentation des prochaines étapes.

- **Claire Giry**, Présidente-directrice générale de ANR
- **Lidia Borrell-Damián**, Secrétaire générale, Science Europe

ANNEXE 2

Initiatives de confiance dans la science par les membres de Science Europe

Pendant la conférence, un certain nombre d'initiatives visant à renforcer la confiance du public dans la science, portées par les membres de Science Europe, ont été présentées à travers les affiches suivantes.

Mediatization of scientists – implications for public trust

Does media visibility support trust for researchers?

Well, we do not know. There has not been specific research looking at this question.

However, **media visibility is considered a key objective** in many science communication policies, often **associating better visibility with more trust**. Estonian Research Council, for example, funds several science TV programs.

There are good reasons to believe it works. But not any media visibility by any researcher will support public trust. What is needed to make it work?

Not any media visibility by any researcher will support public trust. We should identify and support the most effective policies of trust-building visibility.

This poster introduces some research results by **Arko Olesk (Tallinn University)** that help us to explore these issues.

The Small Countries' Dilemma

Small countries face a dilemma in science policy: if they focus on high-level research, they may **risk having limited local relevance**. If they focus too much on local issues, in terms of both their publishing and impact work, they **risk international isolation** (Ukrainiski et al., 2014).

In science communication, the small countries' dilemma presents itself in an additional version: for communicating scientists, **trust is achieved both by displaying competence and by building a relationship with the audience**. The first presumes scientific excellence and therefore fluency in the English-dominated academic world. The second cannot be achieved without knowledge of the local language and the local context (Kivimäki & Olesk, 2025).

Researchers in small countries, therefore, not only need to balance their research focus, but also to navigate between languages to maximise their communication impact.

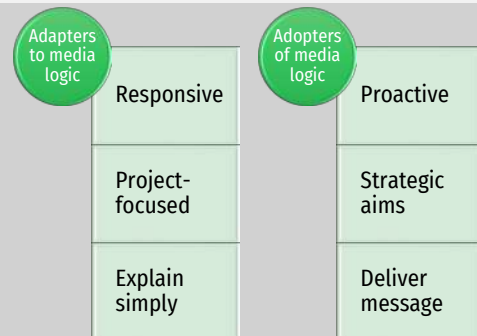
Estonian Research Council (ETAG)

Mediatization of scientists

Scientists who are highly visible in media have gained **knowledge about how to effectively interact with journalists**. They can present science in an engaging way or even behave in ways that increase their chances of gaining media visibility. In short, they have become mediatized.

The 2024 PhD thesis of Arko Olesk defines five indicators that can be used to characterize the intensity of mediatization. The indicators can be used to identify mediatization patterns of individual researchers. These reveal the **different functional ways** in which researchers can be present in media.

Olesk outlines **two basic types** of mediatized researchers. „If they are primarily interested in explaining their subject in a comprehensible way, they need **different media skills and techniques** than if their aim is to guide a public debate,“ he explains.



The different ways in which researchers are present in media also **vary in the extent to which they benefit** the institutions, the researchers, the journalists or the public – therefore, in how it build trust for science.

Policy impact: Given the different dimensions of trust (e.g. Reif et al., 2025) and the different functions of media presence, we should **identify and support** the most effective ways of trust-building visibility.



Bringing Science Closer to Society

Fundação para a Ciência e a Tecnologia (FCT)

Foundation for Science and Technology, Portugal

Introduction

The Fundação para a Ciência e a Tecnologia – FCT (*Foundation for Science and Technology*) is the Portuguese public agency for funding and supporting research in science, technology and innovation in all areas of knowledge, under the guidance of the Ministry of Education, Science and Innovation.

A part of FCT's mission is to encourage the dissemination of scientific knowledge to contribute to the development of society. Although most of its communication is primarily aimed at the scientific community, FCT participates in various initiatives that play a key role in raising awareness to the importance of science and building trust in science among the general public.

During the Covid-19 pandemic, these initiatives were reinforced, mainly because, during this period, all scientific events were broadcast online and became open to the general public. This trend continued after the pandemic, with events not only being broadcast online, but also made available on platforms such as YouTube or EDUCAST (FCT's platform), so that they can be watched by the public at any time.

FCT promotes science among the general public in three main domains: Events (conferences, meetings, seminars), Science and technology awards, collaboration with the media and social networks.

Highlights of initiatives

Ciência 2025 - Science Meeting

Held annually in a different city each year, this event is a stage for showcasing the best in science, technology and innovation (ST&I) in Portugal and internationally. It is a three-day event promoting and discussing the scientific, social, cultural and economic impact of research, exploring the intersection between science, innovation and society. With the participation of numerous ST&I exhibitors, more than 60 scientific sessions, 200 speakers and between 1,500 and 2,000 participants, it is the most important science and technology meeting in Portugal.

90 Seconds of Science

A programme broadcast daily on the public radio station Antena 1, which gives a voice to researchers from all areas of knowledge and from across the country, who have 90 seconds to explain their research and its purpose to listeners. The programme has won several national awards and currently receives financial support from FCT.

Cycle "Archives of Knowledge: Science, History and Memory"

Monthly sessions, open to the public, with the aim of disseminating the history and memory of Science and Technology in Portugal and promoting the documentary collection of the FCT's Science and Technology Archive.

Science and Technology Awards

FCT collaborates with partner institutions in promoting and awarding prizes that recognise scientific excellence in various areas of knowledge. The awards attracts media attention, ensuring that the transformative power of science is communicated to the public.

João Monjardino Award of the Francisco Pulido Valente Foundation

Aimed at research, experimental development and innovation in the field of Biomedical Sciences and Health.

L'Oréal Portugal Medals of Honour for Women in Science

Aimed at the fields of Science, Engineering and Technology for Health or the Environment.

Belmiro de Azevedo Foundation Award

Promotes biodiversity conservation, restoration, and monitoring projects in Portugal with national and international impact.

Arquivo.pt Award

With a focus on projects carried out with information preserved and archived on the web by Arquivo.pt, a platform managed by FCT, encouraging the production of knowledge by the general public.

Mário Ruivo Award – Ocean Generations

Aimed at young people aged from 14 to 21, it encourages them to make films to raise awareness among younger generations about the role of the ocean.



Portuguese citizens' trust in science

According to the Eurobarometer 2025 report, Portugal ranks third in Europe in terms of confidence in the influence of science and technology on society. 92% of respondents consider this influence to be positive, with 78% considering it "fairly positive" and 14% "very positive".

Even though these results are very encouraging, it is important to continue promoting scientific communication and fighting misinformation. Ensuring that society remains informed and engaged is the only way to build trust in science and turn it into a driver for informed decisions and a sustainable future.

fct

Fundação
para a Ciência
e a Tecnologia



Science and Your Life: Notice and Understand!

Science is present in every area of life. It seeks answers and solutions to the challenges in each person's daily life, which is why we invite everyone to notice and understand!

During the information campaign, the Latvian Council of Science introduces the wider public to the work carried out by Latvian researchers within the State Research Programme. The programme is developed in cooperation with sectoral ministries, identifying the needs that are essential for society and the state.

Campaign message: The mission of scientists and researchers is to improve your life — even when their work happens quietly or beyond what you can immediately see.

The campaign showcases only a small part of the knowledge, methods, and product prototypes created within the State Research Programme. It is built on researchers' own experience stories and summarised research findings, which will be published gradually from October to December this year.

We collaborated with TV and radio personality Gustavs Terzens and engaged six young science ambassadors who joined in visiting researchers.



Young science ambassadors together with Gustavs Terzens at the BIOR laboratory

We recognise that children are our future, which is why in this year's campaign six young science ambassadors visited researchers and, together with TV and radio personality Gustavs Terzens, explored the complex world of science — so that we all become more knowledgeable." - Lauma Muižniece, Director of the Latvian Council of Science.



Young science ambassadors and LCS Director Lauma Muižniece present the campaign in the Latvian Television studio.

Many scientific results are invisible in daily life — **the impact is real, but not always immediately noticeable**, which makes it harder to show why science matters right now. At the same time, public trust is shaken by misinformation, and scientists themselves are often hesitant to speak publicly. This campaign was created to break these barriers — turning research into clear, relatable stories that people can understand, trust and connect with.

Latvian Council of Science (LCS)

What we did:

- **Produced video stories** to explain science in a simple, human-focused way.
- **Issued original articles** and spin-off stories in major national media outlets
- **Organised an online discussion** with researchers, ministries and stakeholders
- **Launched the campaign microsite viegliparzinatni.lv** as the central information hub
- **Created thematic infographics** to visualise complex scientific outcomes
- **Delivered social media campaign and ran an interactive public contest** to boost engagement and audience participation
- **Organised meetings where scientists visited schools** to share their research findings with students.
- **Transformed a busy Old Town street into the "Street of Science"** for two months — an opportunity to explore the results of State Research Programme projects in Old Riga



Street of Science in Riga's Old Town, September 2025

At the exhibition, visitors were able to explore projects completed in 2024 and 2025 and learn how scientific results were transformed into practical solutions and innovations — from technology and medicine to language and environmental protection.

"Our shared task is to strengthen trust in science, boost researchers' confidence, and ensure that decisions of national importance are based on scientific evidence, not assumptions."

- Dace Melbārde, The Minister of Education and Science



Latvian Council of
Science



One click to results

Executive Agency for Higher Education, Research, Development and Innovation Funding (UEFISCDI)

Making science easy to access

The results archive within the 42 Collaborative Research Projects, funded under the Romanian Research Programme, through the EEA and Norway Grants are presented in a single portal: <https://eeanorway.uefiscdi.gov.ro>. Under the motto “Working together for a green, competitive and inclusive Europe,” the digital platform collect research-specific result indicators, including published articles, delivered conferences, and obtained patents. This effort contributes to a better understanding of the projects’ impact on society, encouraging scientific and technological development.

Effortless access to structured research insights

The mobile-oriented portal simplifies access to the presentation of each project in a commune language, easy navigation, and clustering by thematic areas provide both researchers and the general public with the opportunity to discover up-to-date information and potential solutions to societal challenges. It also provides an overview of collaborations between researchers and the private sector, including the involved partners, offering a comprehensive picture of ongoing cooperative efforts and innovation networks in the donor and beneficiary countries.

Browsing through thematic areas

Spanning six key thematic areas: **energy, environment, health, ICT, biotechnology, social sciences and humanities**, the portal offers a diverse portfolio of projects addressing some of today’s most pressing challenges. Users can delve into initiatives exploring geothermal energy sources; climate-sensitive ecological strategies; the discovery of new therapeutic targets for ear disorders and complex diseases such as schizophrenia; innovative therapies that promise to alleviate symptoms and restore normal brain function through non-invasive, easily applicable methodologies in Alzheimer’s disease; and advanced medical software solutions for early cancer detection and treatment, among many others, all available to be discovered with just one click.

Integrated approach bringing Research in the spotlight

The platform acts as a central science communication tool, integrating all resources and initiatives developed under the Programme to present funded projects. Each project page features the video podcast ‘Research in the Spotlight,’ showcasing the principal investigators (PIs) and their teams. Launched in December 2021, the podcast highlights the societal challenges addressed by the projects, the potential solutions emerging from research, and the collaborative efforts between international partners to foster a sustainable, competitive, and inclusive Europe. By bringing together these initiatives, the portal offers a comprehensive and accessible overview of the programme’s activities, making research outcomes visible to both the scientific community and the wider public



For researchers, it offers an opportunity to showcase their projects and encourages more active communication of their work. For the private sector, it serves as a source of inspiration, highlighting innovative solutions and potential areas for investment. Journalists can rely on it as a rich resource for accurate and up-to-date documentation, while the general public can explore and better understand the research shaping the world around them.

uefiscdi

Executive Agency for Higher
Education, Research, Development
and Innovation Funding



Emergencies as opportunities to spread evidence to society

Spanish National Research Council (CSIC)

The role of CSIC as an emergency advisor

The Spanish National Research Council (CSIC), a public research organisation under the Ministry of Science, Innovation and Universities, provides scientific advice in emergencies by activating a Disaster and Emergency Advisory Group (GADE). This protocol, approved in April 2024, mobilises teams of experts to assess risks, propose solutions (such as the creation of polymers for sludge) and improve crisis management in real time, addressing everything from initial risks to post-emergency recovery.

The work of CSIC in advising managers in emergencies is ultimately to convey scientific evidence to society

Following the emergency caused by the DANA, which mainly affected the Valencian Community (East of Spain) on 29 October 2024, CSIC advised the Ministries of the Interior and Defence, sent oceanographic vessels to assess the pollution and worked on developing solutions for the sludge. More recently, in August 2025, CSIC experts provided specific advice on managing the fire in the Las Médulas, in the El Bierzo region of León, Spain.

CSIC Continues Providing Scientific Support One Year After the DANA in Valencia

More than one year after the emergency caused by the DANA, CSIC continues providing scientific and technical support for the recovery and reconstruction of the affected areas through five research and knowledge-transfer projects. On 30 October 2024, CSIC activated its GADE to provide scientific and technical advice. In total, around 200 specialists from about 30 of the institution's 124 centres and institutes were mobilised. Their expertise covered fields including flooding, ground movement, water resources, health risks, social risks, waste management, marine impacts, infrastructure, geographic information systems, remote sensing, hydrogeology, and pollution.

CSIC also deployed two oceanographic vessels from the Spanish Institute of Oceanography (IEO) to the affected area: the *Ramón Margalef*, to study seabeds near the mouths of the Turia and Júcar rivers, and the *Francisco de Paula Navarro*, to assess contamination in marine sediments.

CSIC Provides Scientific and Technical Support in Areas Affected by Wildfires

On 11 August 2025, a wildfire broke out in the town of Yeres (León) and spread to the Las Médulas area on 12 and 13 August. During the emergency, Javier Madrigal, CSIC's Forest Risk Coordinator, Mercedes Guijarro from the Institute of Forest Sciences (ICIFOR-INIA), and Esther Hontañón from the Institute of Physical and Information Technologies provided on-the-ground expert guidance to the Foundation. This support was offered within the framework of the INTERREG SENFORFIRE project, in which the Directorate-General for Cultural Heritage of the Regional Government of Castilla y León participates through the Las Médulas Foundation.



GADE has already begun work on the recovery of the Las Médulas Cultural Heritage Site, following the fire that started in the town of Yeres (León) and affected this protected landscape. In addition to Las Médulas, GADE is making the CSIC's scientific and technical capabilities available to all other areas impacted by the fires.

On 13 October 2025, the CSIC held the II Emergencies with Science Conference, a forum bringing together various emergency-response organisations and managers with the institution, with the goal of improving scientific advisory missions and fostering mutual collaboration.



What can 24 surveys on trust in science tell us?

From figures to new methods

Since 2019, the Research Council of Norway has carried out 24 national surveys (four times per year) measuring Norwegians' attitudes toward science. How can all this data help us gain better insight and renew the way we communicate about science? Since 2024, we have therefore cooperated with the Institute for Social Research in Oslo, analyzing our time-series mapping various aspects of trust. Lack of trust in science can lead to societal disagreement about what is true and untrue. At the same time, blindly high trust can result in a lack of critical debate and decisions based on shaky foundations.

The project investigates two overarching issues: Which perceptions and aspects of science are emphasized when people express trust or distrust? What explains people's attitudes to science, including trust and distrust?

Methodologically, the project analyzes existing time series from the Research Council and has also established a panel structure where the same individuals are followed over time.

From mapping to action

Overall, the project will generate new knowledge about trust in science in Norway from a comparative perspective and help develop activities connecting and strengthening researchers dialogue with stakeholders and citizens around the topic of science and its role in society.

Internationally, this type of research is dominated by studies from an American and British perspective. A study of trust in science in a Norwegian context will better equip us to understand the intersection between science and society and thus be useful for science communication - and the uptake of science in society of research results.

The Research Council of Norway (RCN)

Main objectives:

- Develop new methods to measure people's attitudes to, perceptions of, and trust in science and related institutions and actors, including updated survey setups.
- Generate new knowledge about the Norwegian population's attitudes to - and trust in science.
- Help developing science communication and public engagement in order to secure and enhance trust in science and democratic governance. In a time where trust is increasingly under pressure and the role of science in policy making, is questioned, it is imperative to have in-depth knowledge.
- Facilitate future data collection on the Norwegian population's attitudes to, and trust in, science.



Early in 2026 we will start publishing the first results from the project. Please contact Thomas Evensen at the Research Council of Norway for updates - or if you have any questions.

Contact: tev@rcn.no or use the QR code to contact me on LinkedIn



TRUST IN SCIENCE

CONFERENCE

Science Europe et l'Agence nationale de la recherche (ANR) ont organisé la conférence sur la confiance dans la science le 11 décembre 2025. Elles visaient à explorer les principaux leviers d'action et des solutions concrètes pour promouvoir une science ouverte, transparente et digne de confiance, en :

- **identifiant** les facteurs qui fragilisent la confiance du public dans la science, les scientifiques et les institutions de recherche.
- **examinant** les dynamiques entre science, société et médias dans la diffusion des connaissances, les débats scientifiques et l'engagement du public.
- **partageant** les bonnes pratiques en matière de communication scientifique et d'engagement du public.





Agence Nationale de la Recherche

86 rue Regnault
75013 Paris, France

+33 178 098 000

www.anr.fr

 @agencerecherche.bsky.social
 ANR






Science Europe

Rue de la Science 14
1040 Brussels, Belgium

+32 2 226 0300

office@scienceeurope.org

www.scienceeurope.org

 @scienceeurope.org
 @ScienceEurope
 Science Europe